focus Infos

Bimensuel Togolais d'Informations

www.focusinfos.net

PRIX 500 F CFA

N°227 | du 13 au 26 juin 2019

Ti | Togo Invest

votre partenaire stratégique pour investir au Togo.

Investir au TOGO

Togo Invest, partenaire du forum TOGO - UE

ECONOMIE

P.2

Bienvenue au Forum Economique Togo-UE !

ECONOMIE P.4-9

Jeunesse, Tiens, Helping Hands International: peut-on faire confiance au marketing de réseau?

Gestion des marchés à Lomé : la sous-location, une mauvaise pratique! P.8

DOSSIER P.3-12

Le scoutisme :en quête de sang neuf

ECONOMIE P.5

Togo: l'agence de communication Focus Yakou lance «Le guide pratique des affaires»

Editorial

Infos N°227 | du 13 au 26 juin 2019

Kokouvi Ekpé AGBOH AHOUELETE

VENT FAVORABLE

Quelques semaines après les roadshows présidentiels qui ont conduit Faure Gnassingbé et sa délégation successivement au Rwanda puis en Afrique du Sud, Lomé accueille à partir de ce 13 juin et pour quarante-huit (48) heures, un forum inédit consacré à l'évaluation des possibilités d'investissements dans plusieurs secteurs clés du pays, notamment la logistique, l'industrie, l'agriculture etc.

Entre les deux, le numéro 1 togolais accompagné de plusieurs officiels et d'acteurs importants du secteur privé, a séjourné en Angleterre, dans le cadre de la 5e édition du 'Débat annuel' de Londres, sponsorisée par notre pays. Sous les auspices d'Invest Africa, le gouvernement togolais y a organisé une réunion économique baptisée 'Sommet Togo- Royaume uni sur l'investissement'.

Comme lors des déplacements rwandais et sud-africain, le Chef de l'Etat y a exposé les grands axes du Plan national de développement (PND), mais surtout suscité l'intérêt des milieux d'affaires. Ce sera les mêmes démarches et objectifs au cœur de l'évènement des deux jours, le Forum Economique Togo-Union Européenne (FETUE).

600 participants, dont la moitié d'Européens y sont attendus et une centaine de projets émanant d'acteurs togolais et de la Diaspora seront proposés aux investisseurs occidentaux dans des domaines très divers et pour des montants allant de 75.000 à 800 millions d'euros. « Une vraie opportunité pour les entreprises et le secteur privé », assurent les autorités.

De fait, c'est un vent favorable qui souffle sur le Togo, après la période politique tourmentée de 2017-2018, et dans un contexte sous régional où l'instabilité, l'insécurité et le terrorisme s'installent durablement de façon inquiétante. L'adoption des réformes institutionnelles et constitutionnelles au cœur des tensions depuis plusieurs années, ainsi que l'organisation des élections locales dans deux semaines, ont tout aussi largement contribué à une conjoncture plutôt positive pour le pays. Reste que le plus important sera de capitaliser cette dynamique vertueuse au profit des populations, de façon inclusive. Qu'elle soit annonciatrice davantage de créations de richesses et d'emplois, et d'une meilleure répartition des fruits de la croissance recherchée.

Pour atteindre cet impératif objectif, le développement et le renforcement d'un tissu économique reposant sur des PME-PMI locales participant à une compétition équitable et transparente sont d'une absolue nécessité. De même que la poursuite des réformes économiques et celles relatives à l'amélioration du climat des affaires. De ce point de vue, l'adoption du nouveau code des investissements est à saluer de même que va dans le bon sens, la relecture annoncée du Code du Travail.

C'est un parcours collectif dans lequel l'initiative privée a toute sa place. Elle doit pouvoir jouer sa partition sans entraves, dans cet effort commun. Il serait d'ailleurs préjudiciable aux résultats attendus, si elle était vue et combattue comme concurrente à l'action publique. La compétition saine, est un véritable booster pour tous.

Bienvenue au Forum Economique Togo-UE !

KSA

La transformation structurelle de l'économie togolaise sur la période 2018-2022 a nécessité un travail rigoureux de planification qui s'est formalisé dans le Plan National de Développement (PND 2018-2022). La mise en œuvre de ce plan, structuré en 3 axes principaux va mobiliser 4 622 milliards FCFA dont plus des 2/3 devraient provenir du secteur privé, soit 3 000 milliards FCFA environ. Ainsi, après la très retentissante participation du Togo au Sommet Chine-Afrique avec en toile de fond le Business Forum qui a permis de nouer des contacts et d'aligner certains investisseurs chinois sur certains projets phares du PND, au CEO Forum à Kigali où le Togo a été présenté comme « the place to go », en Afrique du Sud et au Togo-UK Investment Forum, nous voici à la date inaugurale du Forum Economique Togo-UE, prévu pour deux jours. Faure Essozimna Gnassingbé, Chef de l'Etat togolais et Jyrki Katainen vont co-présider la cérémonie prévue à cet effet. Pourquoi ce forum inédit ? Dans quel contexte se tient-il ? Quels sont les enjeux autour de son organisation ? Quels résultats en sont attendus ? Qui y participent ? Rappel-mémoire.

Contexte

L'organisation du Forum Economique Togo-UE constitue une étape clé dans la mobilisation des ressources dédiées à la mise en œuvre du PND. Le FETUE, 1er événement d'envergure entre le Togo et l'Union Européenne intervient dans un contexte sécuritaire où le pays mobilise toutes ses ressources et déploie ses stratégies afin d'inhiber toute menace à la sécurité dans ses eaux et tous actes de piraterie maritime ou de brigandage.

Quoique la menace djihadiste se rapproche des frontières togolaises avec des enlèvements signalés avec mort d'hommes au Nord Bénin et le démantèlement d'un réseau de djihadistes présumés au Nord-Togo, le pays, de l'avis de ses 1ères autorités, est fermement engagé à enrayer toute menace à l'intérieur de ses territoires terrestre, maritime et aérien ainsi que son rôle au cœur du défi sécuritaire en Afrique de l'Ouest voire au-delà.

Le pays jouit également d'un climat politique apaisé, avec l'organisation des législatives fin 2018 et l'installation de la nouvelle assemblée nationale. L'adoption et la promulgation de la loi portant révision constitutionnelle et institutionnelle semblent avoir tourné le chapitre des réformes constitutionnelles, institutionnelles et politiques. Sur un autre chapitre, le pays prépare ses élections municipales, pour asseoir la démocratie à la base et tourner la page de près de 30 ans de gestion des communes par « les délégations spéciales ».

Au crédit du Togo, des perspectives macroéconomiques de la BAD et du FMI prédisent 5% de croissance économique en 2019, en hausse. Au surplus, alors que le pays continue d'améliorer son environnement des affaires après sa progression de la 156è à la 137è place mondiale dans le Doing Business 2019, référentiel mondial en matière de facilitation des affaires, ses efforts lui inspirent la confiance des milieux d'affaires, notamment celle du Conseil Français des Investisseurs en Afrique (CIAN).

Dans son rapport 2019 qui évalue les perspectives des activités des investisseurs étrangers implantés au Togo, il attribue 2,8 sur 5 au Togo, et le place dans le Top 5 des pays qui suscitent le plus d'optimisme auprès des investisseurs en Afrique cette année.

Enjeux et résultats attendus

Le principal enjeu pour le pays, en organisant le FETUE reste la mise en œuvre du PND 2018-2022, elle-même tributaire pour l'essentiel de la mobilisation des fonds estimés à 3 000 milliards FCFA attendus du secteur privé. Si au départ, le comité d'organisation de l'événement tablait sur des ressources financières de l'ordre de 400 à 500 millions FCFA, à présent, les objectifs financiers sont modifiés à la hausse et compris entre 700 et 800 millions FCFA.

La particularité du PND est que sa mise en œuvre est envisagée en mode Partenariat Public-Privé (PPP) pour endetter moins le pays (le niveau d'endettement est passé à 67% du PIB cette année tandis qu'il avait atteint un pic de 82% en 2016), sans pour autant sacrifier le chantier du développement, explique-t-on.

Dans cette lignée, il a été lancé un appel à projets bancables dont 100 en définitive devraient être retenus et défendus par leurs porteurs lors des rencontres B2B avec des investisseurs européens. 407 projets ont été soumis dans les divers secteurs du PND dont les axes principaux se déclinent comme suit :

- **Axe 1 : mettre en place un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région**

Le Togo vise à se positionner comme hub logistique d'excellence dans la sous-région avec des projets concrets. Dans cette optique, il compte mettre en place une plateforme logistique multiservices à Adakpamé qui permettra d'adresser les défis du PAL afin de faire du Togo un hub logistique d'excellence, notamment avec 3 activités identifiées comme prioritaires : aménagement d'un parking pour une capacité de 1000 camions disposant de divers services aux transporteurs, constructions de plusieurs espaces de stockage nus et couverts d'une superficie de 8 Ha et enfin construction d'une route dédiée de 10km reliée au PAL.

- **Axe 2 : développer des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives**

En ligne avec cet axe, le pays ambitionne d'aménager des parkings ; de construire des espaces de stockage, etc.

- **Axe 3 : consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion**

Un projet structurant PND est prévu en ce sens: la construction d'une cité urbaine de 500 logements dans l'ouest de Lomé (Adakpamé) pour répondre à la demande en logement suscitée par la nouvelle plateforme logistique et le nouveau parc industriel.

Ce projet devrait être érigé sur une zone de 9 ha, située au sein d'un site de 10 000 ha sécurisé par l'Etat (possibilité d'extension du site selon les projets de l'investisseur.

A l'horizon 2022, le pays ambitionne de créer 500 000 emplois décents et de porter son taux de croissance à 7,6%.

Profils des participants et conférenciers

Préalablement attendu à 400, le nombre de participants au FETUE effectivement inscrits s'évalue à plus de 600 personnes venues des Etats membres de l'Union Européenne (UE), du Togo et de la diaspora togolaise.

Parmi ceux-ci, on notera des opérateurs économiques togolais, des investisseurs européens, des officiels togolais et des représentants d'institutions européennes.

Plus de 70 conférenciers sont également annoncés à cette rencontre, pour la plupart, des personnalités du monde économique du Togo, des investisseurs, des personnalités politiques du Togo et des experts. Entre autres Jyrki Katainen, Vice-président de la Commission européenne. Dans une adresse, il a invité les investisseurs européens « à saisir cette occasion unique pour diversifier leur portefeuille d'investissement et élargir leur couverture géographique pour un partenariat gagnant-gagnant entre l'Union européenne et le Togo ». En outre, Edoh Amenounve, Directeur Général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), l'éminent professeur Carlos Lopes, ancien Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies et bien d'autres.

Albert AGBEKO

LE SCOUTISME :
En quête de sang neuf

Jadis, dans des manifestations à caractère public, étaient bien visibles des jeunes-foulards au cou dans un uniforme bien reconnaissable qui assuraient l'encadrement. Ces derniers faisaient partie d'un mouvement qu'on appelle scoutisme. Aujourd'hui, quelque peu en retrait dans ce service à la communauté pour s'occuper beaucoup plus de sa vocation première qui est l'éducation de la jeunesse, le mouvement scout connait une baisse d'effectif sur le plan mondial et particulièrement dans notre pays, note-t-on. Qu'est-ce qui explique cette situation ? C'est quoi exactement, le scoutisme ?

Des scouts au cours d'un camp de vaccances

Généralement constitué de la tranche jeune, le scoutisme est avant tout un mouvement d'éducation des futurs cadres et bons citoyens de la nation. Reconnu d'utilité publique, il engage des jeunes dans des activités citoyennes et d'aide à la communauté. Le jeune s'engage dans le scoutisme pour acquérir des valeurs d'une personne royalement équilibrée, complète et prête à jouer un rôle actif dans la société. A travers le scoutisme, le jeune veut aussi former sa personnalité et acquérir des aptitudes qui lui permettront au mieux de surmonter les situations auxquelles il fera face dans sa vie active. Il a aussi en esprit de vivre dans la nature et apprendre à aider son prochain. Le scoutisme œuvre pour favoriser le développement intégral et l'épanouissement de l'individu, utilisant une méthode d'auto-éducation des enfants au sein de groupes, soutenus par des pairs et encadrés par des adultes.

Le scoutisme a pour but de contribuer à l'éducation des jeunes afin de participer à la construction d'un monde meilleur peuplé de personnes épanouies, prêtes à jouer un rôle constructif dans la société. La mission du scoutisme a été adoptée lors de la 35ème Conférence Mondiale du Scoutisme de Durban, en Afrique du Sud, en 1999. Illustrant aussi bien l'impact local que mondial du scoutisme, la mission est synthétisée par la marque du scoutisme mondial "Créer un monde meilleur".

Le scoutisme au Togo

Arrivé au Togo vers les années 1920, par le biais des explorateurs et missionnaires religieux européens, Joseph HILAND (anglais) et Oucloud PREMOUSS (portugais), le mouvement s'y est installé définitivement en 1924 et a évolué dans divers groupes sous les appellations : « Les scouts Catholiques du Togo », les «Boys Scouts du Togo », « les Eclaireuses et Eclaireurs Laïcs du Togo », « les Eclaireuses et Eclaireurs Unionistes du Togo ». Avant d'être admis au sein de l'Organisation mondiale du Mouvement Scout (OMMS), le 17 Juillet 1977 à la 26 ème Conférence mondiale du scoutisme à Montréal au Canada, toutes ces organisations scoutes se sont associées en 1971 pour donner naissance à un seul groupe scout dénommé « Les Scouts du Togo ». Restructuré en 1991 sous l'appellation, Association Scoute du Togo (AST), la nouvelle association est aujourd'hui, la seule structure du mouvement scout sur toute l'étendue du territoire national. Les pionniers du scoutisme au Togo sont les explorateurs et missionnaires religieux européens, Joseph HILAND (anglais) et Oucloud PREMOUSS (portugais) qui sont rentrés au Togo par le Ghana.

Dans le passé, le scoutisme était perçu dans beaucoup de localités comme une organisation de maintien d'ordre, à cause de son ambition de se rendre utile à sa communauté. Au point que cette activité est devenue la principale étiquette du scoutisme dans ces localités. « Aujourd'hui, nous nous sommes juste résolus pour des raisons d'atteinte des objectifs éducatifs finaux et de l'image du scoutisme de mettre plus l'accent sur les autres activités éducatives citoyennes, notamment le reboisement, les opérations de salubrité, la promotion de la paix et du dialogue interreligieux, la promotion de la santé des jeunes et des adolescents pour ne citer que celles-ci », explique Bouloufei Manzama Esso, Commissaire général de l'Association Scoute du Togo (AST).

Au Togo, le scoutisme propose aux jeunes encadrés par des adultes volontaires, des programmes d'activités éducatives attrayantes basées sur leur centre d'intérêt. Cela se concrétise par des activités de plein air, de rencontres et d'échanges, de formations, des randonnées et des loisirs sains.

C'est ainsi que des camps de vacances sont organisés à l'intention de ces jeunes avec entre autres activités l'exploration, les randonnées, la pratique des techniques de débrouillardise et de survie scoutes, des séances d'échange sur les sujets d'actualités, des activités physiques, des activités communautaires, des formations aux activités manuelles, des activités culturelles.
« Nous initions aussi avec les jeunes, des activités de développement Communautaire dans le cadre de la mise en œuvre des Objectifs de Développement durable (ODD), notamment à travers les activités de : lutte contre changement climatique et de protection de l'environnement, la santé de reproduction des jeunes et des adolescents, la prévention et la lutte contre les IST et le VIH/ Sida, la formation des jeunes aux compétences fondamentales notamment les valeurs citoyennes et le leadership, l'éducation à la paix, la promotion des droits des enfants et surtout la protection de l'enfant, la promotion du genre et surtout la prévention des violences basées sur le Genre, la promotion de la participation des jeunes au processus de prise de décision, l'intégration des personnes en état d'handicap, ... », souligne Bouloufei.

Les valeurs que promeut le mouvement

Selon ce dernier, les valeurs que promeut le scoutisme sont :
•Le sens de l'engagement : l'engagement reste un des piliers principaux du mouvement scout. L'enfant s'engage très tôt au respect des prescriptions, non seulement du Scoutisme, mais également celles de la vie. Il est ainsi moralement lié par sa promesse solennelle.
•La Solidarité : être solidaire, c'est être toujours prêt à aider les autres sans jamais rien attendre en retour.
(Suite à la page 12)

COMMENT EST NE LE MOUVEMENT SCOUT INTERNATIONAL ?

Le scoutisme (de l'anglais scout, mot signifiant à l'origine « éclaireur », est un mouvement de jeunesse mondial créé par Lord Robert Baden-Powell, un général britannique à la retraite, en 1907, à Brownsea en Angleterre. Tout a commencé avec 20 garçons et un camp expérimental en 1907. Il eut lieu dans les neuf premiers jours du mois d'août, en 1907, sur l'île de Brownsea, près de Poole dans le Dorset, en Angleterre. Le camp connut un grand succès et donna à son organisateur, Robert-Baden-Powell, la preuve que ses méthodes de formation plaisaient aux jeunes et fonctionnaient réellement. En janvier 1908, Baden-Powell publia la première édition d'Eclaireurs & quot. Ce fut un succès immédiat et depuis cette date, l'ouvrage a été vendu à plus de 100 millions de 39 exemplaires, ce qui en fait un des livres les plus vendus de tous les temps.

L'intention de Baden-Powell était seulement de proposer une méthode de formation des jeunes garçons, que les organisations de jeunesse existantes comme la Boys Brigade (Brigade des Jeunes) et l'Union Chrétienne des Jeunes Gens (UCJG) pourraient adopter. A sa grande surprise, des jeunes commencèrent à s'organiser eux-mêmes en groupes qui allaient donner naissance à l'un des plus grands mouvements de jeunesse du monde.
Dans l'intervalle entre les deux guerres mondiales, le Scoutisme continua à croître dans toutes les parties du monde. Le Scoutisme est un Mouvement volontaire fondé sur des principes démocratiques.

Le succès de "Scouting for Boys" donna naissance à un Mouvement qui rapidement - automatiquement semble-t-il - adopta le nom de Boy Scouts. En 1909 "Scouting for Boys" avait été traduit en cinq langues, et un rassemblement scout à Londres attira plus de 11 000 scouts. En conséquence de vacances prises par Baden-Powell en Amérique du Sud, le Chili devint l'un des premiers pays, en dehors de la Grande- Bretagne, où le Scoutisme apparut. En 1910, Baden Powell visita le Canada et les Etats-Unis où le Mouvement était déjà établi. Le premier Jamboree Scout Mondial eut lieu en 1920 et réunit 8 000 participants. Il apporta la preuve que des jeunes de nations différentes pouvaient se rencontrer pour partager des intérêts et des idéaux communs. Depuis ce premier Jamboree à l'Olympia, à Londres, 21 autres Jamborees ont été organisés dans différents lieux à travers le monde. Au cours du Jamboree, se tint la première Conférence Mondiale du Scoutisme (alors dénommée Conférence Internationale du Scoutisme), avec des représentants de 33 Organisations scoutes nationales. Le Bureau International des Boy Scouts, qui devint plus tard le Bureau Mondial du Scoutisme, fut fondé en 1920 à Londres.

En 1922, le premier Comité Mondial du Scoutisme fut élu au cours de la deuxième Conférence Internationale organisée à Paris, avec des représentants de 31 Organisations scoutes nationales. Le Mouvement mondial comptait alors juste un peu plus de un million de membres.
Aujourd'hui, le scoutisme compte plus de 40 millions de membres dans 217 pays et territoires, de toutes les religions et de toutes les nationalités, représentés par plusieurs associations scoutes au niveau mondial.

JEUNESSE, TIENS, HELPING HANDS INTERNATIONAL :

Peut-on faire confiance au marketing de réseau?

KSA

Au Togo, la pratique du Marketing de réseau tend à se généraliser. Pour de nombreux jeunes, c'est la bonne affaire, l'affaire du moment, dans un contexte où salariés ou non peinent à émerger et à se réaliser. Les sièges de certaines sociétés opérant dans ce secteur sont généralement bondés de monde. Le constat est clair, comme de l'eau de roche : ces structures exercent un attrait quasi-magnétique sur leur cible, la jeunesse qui se trouve être en quête d'une réussite socio-professionnelle. Pour les jeunes, le Multi Level Marketing (MLM) peut-il vraiment être la panacée ? Faut-il s'y investir avec l'espoir au bout d'un paradis ?

Le marketing de réseau : l'affaire du siècle ?

Ici comme ailleurs, se créent des compagnies de MLM. Et l'aventure est généralement très tentante. De fait, il est difficile voire quasi-impossible de ne pas lever l'option d'y adhérer. Pour la plupart éloquents, les présentateurs de ces « opportunités » maîtrisent bien leur sujet. Ils ne font pas dans les approximations.

A chacun, sa compagnie de Multi Level Marketing.

Cephas Lawson-Zankli, coach formateur et auteur, professionnel du Marketing Relationnel raconte son premier contact avec l'activité: « J'ai fait connaissance avec l'industrie du Marketing de réseau en 2006 quand j'ai assisté pour la première fois à un évènement organisé par une des premières compagnies dans le secteur au Togo. J'avais été séduit par les nombreux témoignages de succès que j'ai entendus ce soir-là dans une salle de l'hôtel 2 Février à l'époque. C'était mon premier contact avec l'industrie et son mode opératoire.

Plus tard en 2009, j'avais fini mes études à l'Université de Lomé et, comme tout étudiant en fin de formation, je cherchais du travail mais sans suite favorable. Je multipliais les stages qui devenaient aussi ennuyants les uns que les autres. Surtout à cause de mes nombreuses lectures (le chômage aidant j'avais du temps), je réalisais qu'un emploi n'était pas la solution idéale pour me réaliser. J'ai donc commencé à faire des recherches sur internet afin de découvrir le moyen par lequel je pouvais gagner beaucoup d'argent en fournissant le moins d'effort possible. Cette recherche m'a permis de découvrir deux moyens : le online marketing et le marketing de réseau.

J'ai découvert qu'avec une bonne connexion internet, une bonne idée et 2h de travail par jour, de jeunes anglais, américains ou français de la vingtaine pouvaient se faire 20000 à 30000 euros par mois ; ce qui n'est pas négligeable pour un jeune togolais de 28 ans que j'étais à l'époque. Mais je me heurtais au fait qu'à l'époque, l'Afrique n'était pas du tout ouverte sur le commerce en ligne et surtout nous n'avions pas une bonne connexion internet. Alors le seul choix qui me restait, c'était le marketing de réseau. C'est ainsi que je suis venu au MLM en 2010 en faisant mon adhésion dans ma première compagnie le 21mars 2010 ».

Si c'est la quête d'un travail, sinon d'une opportunité professionnelle qui a provoqué la rencontre de Céphas avec le marketing de réseau, pour d'autres, le MLM a constitué une activité secondaire génératrice d'un supplément de revenus avant de se muer en une activité principale : c'est le parcours d'un, ex-employé de Wages, institution de Microfinance bien implantée sur le territoire togolais. De fait, au départ, il conciliait son emploi avec celui du réseauteur, surtout grâce à une compagnie qui promouvait le Stemtech, produit auquel on prête des vertus régénératrices des cellules souches humaines. Progressivement, il a tissé sa toile, développé son leadership dans le secteur et s'est imposé dans le MLM, alors devenu sa principale activité. Grâce à cette activité, il parcourt le monde et donne des conférences sur des markéting de réseau.

Immeuble prévu pour abriter la compagnie Helping Hands International à Lomé

Une kyrielle d'opportunités

« Le MLM permet à ses membres de gagner de l'argent et beaucoup d'opportunités de voyage à l'international. Je peux l'affirmer, non seulement parce que j'ai vu tant de vies changées et transformées grâce au MLM, mais aussi et surtout parce que moi-même ma vie a changé. Les raisons de mon assurance sont qu'avec le MLM :- Vous gagnez de l'argent et parfois beaucoup d'argent. L'argent étant un élément important dans la vie de l'homme.

- Vous apprenez beaucoup et j'ai personnellement développé tellement de compétences grâce au MLM : la vente, le parler en public, se faire des amis etc.....

- Vous gagnez en attitude car le MLM est un champ d'expérimentation mentale. Vous aiguisez énormément votre développement personnel et vous changez totalement de vie. Vous voyez le monde autrement avec un regard positif.

Une autre raison est que nos Etats n'ont plus de capacité d'absorption du chômage alors que le MLM recrute à tout moment sans interruption. Le MLM recrute tout type d'individu. Que vous soyezhomme ou femme, jeune ou vieux, malade ou en bonne santé et quevous ayez un Bac + 15 ou un Bac -5, le MLM vous offre les mêmeschances de réussite. Avec le MLM, n'importe qui peut devenir quelqu'un et ça, aucune industrie ne l'offre et c'est extraordinaire »,
nous confie le réseauteur Céphas Lawson-Zankli.

Toutefois, ce type d'activité comporte un envers du décor, très souvent méconnu.

Le MLM, un système mis en place pour arnaquer ?

Basé sur un système de rémunération par niveau et généralement en bâtissant son propre réseau de partenaires filleuls, le marketing relationnel serait un réseau d'arnaqueurs et d'escrocs, fulminent certains, visiblement déçus par l'aventure.

Au sein du système, on reconnaît que cette hypothèse ne peut être écartée dans l'absolu. Un professionnel du marketing de réseau, qui a requis l'anonymat situe ces déviances à deux niveaux :

« D'abord la compagnie du MLM peut être bonne ; mais les hommes à l'intérieur du réseau mettent en place un système pour voler leurspropres frères. « Ça, je l'ai vu ». Ensuite, « je sais que des compagnies sont également conçues pour arnaquer », raconte-t-il.

Tiens, Jeunesse, QNET, Helping Hands International, Tas-Ly, ForeverLiving Products, etc. La liste des compagnies de MLM au Togo peut être rallongée à l'infini. Mais comment reconnaître la bonne compagnie?

« Il faut avoir une bonne connaissance du Marketing relationnel et bien connaître la compagnie dans laquelle on s'engage. « L'ignorance de l'industrie du marketing de réseau » « tue le métier du siècle », lit-on sur le portail web d'une compagnie opérant dans ce secteur. Il faut que la compagnie ait un produit ou un service. Si ce sont des compagnies de placement, des compagnies de jeux, et d'argent ; des compagnies où il est demandé aux gens de s'enregistrer à 2000 FCFA, 5000FCFA à charge de faire adhérer d'autres personnes aux mêmes conditions et de gagner de l'argent alors qu'il n'y a aucun produit ni service qui fait tourner la machine, le risque que ces compagnies ne durent pas longtemps est élevé. Et pour cause, « on se sert de l'argent des derniers pour payer les 1ers ». « A un moment donné, un système pareil va s'écrouler. Ces genres de compagnies ne vont pas au-delà de deux ans, en général », révèle-t-on.

Il est en outre recommandé de mener des enquêtes ou du moins, de faire des recherches sur ceux qui montent les compagnies : si ce sont des repris de justice ; des gens sous le coup d'un mandat d'arrêt, en cavale, ou expulsés d'un pays. « Les gens croient à tort que le MLM,c'est un moyen rapide de se faire de l'argent. Ils deviennent distributeurs et arnaquent leurs propres filleuls, leurs partenaires ».

Mais surtout, les gens devraient se demander si la machine continuera de tourner et leur procurera un revenu, aussi modique soit-il, s'ils ne recherchent plus de prospects. Dans l'affirmative, ce serait une bonne compagnie, apprend-on.

A quelques encablures du Commissariat de Police de Djidjolé sur l'avenue Pya, un immeuble abrite le Helping Hands International.

(Suite à la page9)

focus Infos
Bimensuel Togolais d'informations
Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07
Adresse : BP. 431 Lomé
Tél. +228 22 35 77 66 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

- **Directeur de Publication**
Ekpé K. AGBOH AHOUELETE
- **Rédaction**
Albert AGBEKO : Secrétaire de rédaction
Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique
Ibrahim SEYDOU
- **Collaboration**
Edem QUIST
Essénam KAGLAN
Wilfried ADEGNIKA
- **Distribution**
Bernard ADADE
- **Maison du journalisme**
Casier N°49
- **Imprimerie**
Imprimerie 1 Rois 17
BP. 8043 Lomé Togo
Tél. +228 90054237
99587773
- **Conception**
Focus Yakou Sarl
Tél: +228 22 26 01 91
+228 22 19 78 20
Lomé Togo
- **Tirage**
2500 exemplaires

TOGO :

L'agence de communication Focus Yakou lance le guide pratique des affaires

L'agence de communication Focus Yakou, avec l'appui de ses partenaires, a lancé mardi 11 juin à Lomé, le « Guide Pratique des Affaires au Togo », devant une audience diversifiée constituée d'investisseurs, d'opérateurs économiques, et d'autres. Cette cérémonie de lancement a été couplée d'une table-ronde autour de la thématique : « Doing business, Réformer pour améliorer les performances des entreprises ».

Jean-Paul AGBOH AHOUELETE, DG FOCUS YAKOU

Ce guide, « un recueil d'informations consolidées de nature juridique, économique, fiscale et très pratique sur l'environnement des affaires», selon Jean-Paul Agboh Ahouelete, Directeur général de l'agence de communication Focus Yakou, vient combler un besoin d'informations sûres qu'éprouvent des investisseurs, opérateurs économiques et porteurs de projets en matière de création et d'administration d'entreprises au Togo.

Ces informations ne sont pas, souligne-t-il, une analyse prospective sur la situation économique du pays, non plus un outil de conseils mais comme le nom l'indique, il s'agit d'un guide qui accompagne, qui donne des informations précises, claires dont chacun a besoin dans sa pratique de chaque jour pour investir ou mener à terme son projet.

Le document de 132 pages se structure en 5 parties fondamentales : d'abord, la présentation du Togo car « il nous a semblé opportun de faire connaître le Togo aux investisseurs étrangers pour qu'ils aient une idée du pays dans lequel ils souhaitent investir, notamment les perspectives économiques, les données macroéconomiques, les indicateurs sociaux et un peu de culture sur le pays, le régime politique », a développé le N°1 de Focus Yakou. La 2è partie répond à la double interrogation : comment créer et administrer son entreprise ; en 3è partie, le guide présente les opportunités d'investissements, notamment le Plan National de Développement (PND) et les opportunités de financement pour permettre aux projets d'aboutir.

Les coûts des facteurs de production constituent la 4è partie du guide, dans le but de fournir aux investisseurs, entrepreneurs ou opérateurs économiques des informations sur ce que coûtent la téléphonie, l'internet, l'eau et l'énergie,

Enfin, le guide comporte des informations pratiques dont un entrepreneur peut avoir besoin, notamment l'annuaire des experts-comptables, des cabinets de recrutements, des avocats mais aussi les compagnies aériennes, les compagnies d'assurance, les banques, la procédure d'obtention de visa.

Il y a également la mise en valeur des avantages comparatifs du Togo. « Nous avons lancé le PND mais tous les autres pays ont aussi lancé les leurs. On est dans un environnement concurrentiel et il faut mettre en avant ce qui pour nous fait la différence ; ce sont les 10 + que nous avons mis à la fin », a déclaré Jean-Paul. Il a abordé la périodicité de ce document, qui devrait être annuelle. « Fin 2è trimestre 2020, on aura une version actualisée avec l'évolution législative sur un certain nombre de questions, notamment le Code des Investissements qui vient d'être relu, le Code du travail qui est également en relecture ».

Compte tenu du caractère utilitaire du guide, l'audience espère sa version anglaise que l'auteur promet dans les mois à venir, avec l'accompagnement des partenaires.

Vue partielle de l'assistance

Etape de la table ronde

Ce panel, organisé autour du thème -Doing business, Réformer pour améliorer les performances des entreprises-, a permis de développer des pistes de solutions pour améliorer la compétitivité des entreprises.

Il a eu comme modérateur Edem d'Almeida, Directeur Général d'Africa Global Recycling (AGR), et panélistes Ronke-Amoni Ogunsulire, représentante régionale d'International Finance Corporation (IFC, Groupe de la Banque Mondiale), et des panélistes à savoir Edem Tengue, Directeur Général de Maersk Line, Jean-Marc Savi de Tové, Associé-gérant du Fonds d'Investissement Adiwale Partners, Luciano Hounkponou, avocat aux barreaux de Cotonou et de Paris, Credo Mensah-Dzraku, associé-gérant Perform Stratégy & Co. de trancher la problématique liée aux enjeux et aux perspectives du commerce transfrontalier.

Selon la N°1 régionale de l'IFC, il est entre autres, important de laisser le secteur privé jouer un rôle moteur dans la construction d'autoroutes à péages, et de mettre en place une politique de libre circulation des personnes et des biens. Mais au-delà, que les textes, s'ils existent, soient appliqués.

Edem Tengue, Directeur Général de Maersk Line, établit pour sa part, un constat basique : l'Afrique échange dans une proportion très marginale en interne (entre 10 et 15%), l'essentiel des transactions étant effectuées avec l'extérieur, 85% des échanges. Il estime que l'Afrique devrait revoir la copie, notamment en promouvant la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux ; or déplore-t-il, il existe encore trop de visas pour aller d'un pays à un autre . Il partage également la préoccupation de la Représentante régionale de l'IFC relative à l'ineffectivité des dispositifs communautaires mis en place pour favoriser l'intégration et le commerce transfrontalier.

D'autres points portant notamment sur la question de l'accès au financement des PME/PMI ont suscité également des interventions et des échanges assez constructifs.

Notons que la réalisation de ce guide a été possible grâce à l'appui des partenaires suivants : TOGOCEL, OTR, CIMTOGO, BOLLORE, AFRICSEARCH AFRICA GLOBAL RECYCLING, MAERSK LINE, EMERGENCE CAPITAL, ORABANK, BTCI, SODIGAZ, FIDELIA ASSURANCES, GTA, TOGO TERMINAL, ASKY, SAHAM, TENDANCE EVENTS.

Les panélistes

Le renouveau de l'hôtellerie togolaise se dessine à l'ère du Plan national de développement (PND, 2018-2022)

Charles DJADE

Au Togo, le ministre du Tourisme annonce une nouvelle gouvernance dans le secteur de l'hôtellerie. Elle devrait déboucher sur la mise à niveau de 700 unités d'hébergement, toutes catégories confondues que compte le pays. Ce, afin de leur conférer un label de qualité, porteur pour la compétitivité de la Destination Togo, en ligne avec l'axe 1 du Plan National de Développement où les pouvoirs publics ambitionnent de mettre en place un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région.

Une vue de haut d'un hôtel

Il s'agira d'instaurer une nouvelle gouvernance dans le sous-secteur, de renforcer les capacités des personnels et encourager la construction et l'exploitation d'unités hôtelières selon les normes internationales.
Le plan est basé sur une relance du secteur pour la promotion du tourisme d'affaires. Objectif : redonner au secteur touristique de sa superbe d'antan.

La destination Togo dans sa phase glorieuse.

Le Togo a été une destination très fréquentée dans les années 60 à 80, et où les établissements d'hébergement ont poussé pour soutenir le bon élan du tourisme. Avec la construction de l'hôtel Le Bénin, le premier gratte-ciel togolais en bordure de mer, le pays a atteint la phase de plein régime en matière touristique. Cette période glorieuse a vu la construction des établissements par le privé à l'instar de l'hôtel Tropicana, l'hôtel Ahodikpé et de nombreuses autres petites structures de maisons individuelles à étages avec parking et jardins privés. Sans oublier les atouts qu'offraient l'hôtel de la paix, l'hôtel Sarakawa, et l'hôtel du 2 février.

Cet essor du sous-secteur hôtelier va connaitre son déclin avec les crises politiques que le pays connaitra vers fin 80 et 90 faisant fuir les touristes. Faute de recettes, certains établissements hôteliers n'ont pas résisté au choc. Tropicana et la Paix sont devenus des abris pour des réfugiés et animaux.

Faire renaître le tourisme de ses cendres

Pour le gouvernement, le Togo a tous les atouts pour redevenir la destination « To Go » et un centre majeur du tourisme d'affaires dans la sous-région ouest africaine. D'où, en amont la politique de relance de l'hôtellerie lancée avec la réhabilitation de l'hôtel 2 février par un groupe d'investisseurs dans un cadre de concession. « Le potentiel de croissance est là », souligne le gouvernement dans le PND consulté par votre journal. L'ambition est d'accroitre la part du tourisme dans la création de richesse de 4% du PIB en 2015 à 6,2% en 2022 notamment grâce à la promotion du tourisme d'affaires. « Aussi, le nombre de visiteurs pour 100 habitants devrait passer de 3,2 en 2015 à 5 en 2022 et les recettes par visiteur de 520$ en 2015 à près de 700$ en 2022 et contribuer à créer au moins 10.000 emplois décents », indique le document.

De manière spécifique, la stratégie du gouvernement devra s'attacher à définir un positionnement clair (Go to Togo) et promouvoir la destination touristique Togo à travers la diversification, l'accroissement et la valorisation de l'offre touristique (culturelle, artisanale, écologique, économique et social) et hôtelière à travers la labélisation systématique et le rating, la facilitation du financement des investissements dans le secteur touristique et hôtelier et l'amélioration du cadre juridique et organisationnel du secteur.

Via la relance du secteur hôtelier

Tout se met en branle pour réaliser cet objectif en amont du développement du tourisme d'affaires engagé par les pouvoirs publics. Pour les hôtels publics, l'Etat Togolais envisage de réhabiliter ceux tombés en « faillite » comme la Paix ou Tropicana et les mettre sous contractualisation. Les dossiers seraient déjà avancés.

Sur le site de l'hôtel Tropicana, le gouvernement prévoit la construction d'une station balnéaire avec un port de plaisance, d'un hôtel 5 étoiles de 400 chambres et d'un autre de grand standing 4 étoiles par le groupe. Les hôtels Le Bénin (ex Ibis) et Sarakara sont actuellement confiés à une administration provisoire locale en attendant d'éventuels preneurs. 2 février par contre est en passe d'être repris par une autre société après la rupture de contrat avec Kalyan.

Se référant aux années glorieuses du tourisme au Togo et au rôle majeur qu'ont joué les hôtels à cet égard, le ministère en charge du secteur reste engagé à apporter un nouvel élan et un nouveau souffle au secteur hôtelier. « Le nouvel élan s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de relance du secteur touristique relevée à l'axe 1 et 3 du Programme National de Développement (PND) du Togo », précise Atara Tfanaba, secrétaire général du ministère du Tourisme.
Sous d'autres volets, l'Etat veut encourager les entrepreneurs à bâtir des établissements hôteliers qui respectent des normes internationales. La dynamique ainsi amorcée, devrait s'inscrire dans une stratégie globale de relance de l'hôtellerie. L'attention particulière des pouvoirs publics pour un essor du secteur touristique sur les 5 prochaines années, avec en toile de fond la valorisation de certains sites touristiques, devrait également contribuer à cette embellie annoncée.

Notons que le secteur hôtelier togolais, un secteur pourvoyeur d'emplois. En 2017, le cumul des chiffres a donné 12 000 emplois. Il génère comme chiffre d'affaires par an près de 45 milliards F Cfa et emploie 70% de femmes.

CORIS BANK INTERNATIONAL

AVIS AUX CLIENTS

La Direction Générale de CORIS BANK INTERNATIONAL vous informe que des individus, se faisant passer pour des agents de la banque, essaient d'extorquer de l'argent aux clients via paiement mobile sur des numéros bien indiqués, en vue d'intervenir pour une issue heureuse et rapide de leur dossier de crédit et/ou de financement.

La Direction Générale portent à la connaissance des clients que les faits tels que signalés sont purement des arnaques provenant d'individus mal intentionnés. Elle tient surtout à rassurer les clients et toute la population qu'une enquête est diligentée pour démanteler le réseau, afin que les présumés auteurs et complices de ces actes et faits délictueux soient soumis à la rigueur de la Loi.

Face à ces actes, la Direction Générale de CORIS BANK INTERNATIONAL invite les clients à plus de vigilance et les exhorte à toujours se référer aux services de la banque pour le suivi de leur dossier et dénoncer tout acte suspect de fraude, de corruption ou de méconduite à la direction.

CORIS BANK INTERNATIONAL, LA BANQUE AUTREMENT !

Comment réussir sa candidature au programme des jeunes volontaires de l'Union Africaine ?

Charles DJADE

A cette question, une vingtaine de jeunes diplômés ont eu la réponse le 7 juin dernier lors d'une séance d'information organisée à l'auditorium de L'Université de Lomé par la Togolaise Tchonanke Mawussé Gnande, volontaire de l'Union Africaine en instance de déploiement au Lesotho.

La séance qui s'est déroulée en plusieurs phases, explications, astuces pour candidater, test de remplissage du formulaire et partages d'expériences, a suscité un grand intérêt auprès des participants pour la dixième cohorte qui s'achève le 30 juin prochain.

Explications

Le Corps des Jeunes Volontaires de l'Union Africaine (CJV-UA), établi en 2010, est un programme de développement continental de l'union africaine qui promeut le volontariat des jeunes en Afrique. Le programme vise à approfondir le rôle des jeunes en Afrique en tant qu'acteurs clés du développement des objectifs et des buts de l'Afrique, favorisant leur participation à l'élaboration de politiques ainsi que la conception et la mise en œuvre des interventions pertinentes pour la réalisation de l'agenda 2063 de l'UA: « l'Afrique que nous voulons ». Il rassemble les jeunes qui partagent leurs compétences, leurs connaissances, leur créativité et apprentissage afin de créer un continent plus intégré, prospère et paisible et dirigé par ses citoyens. Les opportunités de volontariat sont destinées à renforcer le professionnalisme et le sens de la responsabilité chez les participants, augmentant ainsi leur employabilité. Les jeunes professionnels africains sont recrutés pour servir pendant une période de 12 mois dans un État membre de l'UA autre que le leur.

Selon une note d'avis d'appel à candidature consultée par Focus Infos, pour candidater il faut être citoyen d'un État membre de l'UA vivant sur le continent ou la diaspora africaine, âgé entre 18 et 35 ans, avoir suivi une formation certifiée de niveau universitaire (surtout un niveau Licence, ndlr), être disponible pour 12 mois de volontariat dans n'importe quel pays africain, prêt à vivre et travailler dans un autre État membre de l'UA, maîtriser au moins une langue officielle et avoir au moins une année d'expérience vérifiable en tant que volontaire et une année d'expérience de travail.

Mais selon Mademoiselle Tchonanke Mawussé Gnande, en sus de la réunion de ces conditions, il faut être un homme ou une femme dynamique et avoir une volonté de contribuer au développement de son continent. Généralement, c'est ce qui manque à bon nombre de Togolais qui sont très peu représentés dans ces programmes, contrairement aux pays comme l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Ghana. Mais relative-t-elle, « ce n'est pas seulement propre qu'au Togo, c'est un constat pour les pays francophones ».

Photo de famille des participants

L'autre difficulté rencontrée par les volontaires francophones, est la barrière linguistique. « Même s'il est dit dans l'avis de maitriser au moins une langue reconnue par l'Union Africaine, il faut connaitre deux à la rigueur, le Français et surtout l'Anglais, couramment parlés dans cette sphère », a-t-elle conseillé. En organisant cette séance, la Togolaise, qui est déjà participante au programme, affirme vouloir aider ses frères à mieux réussir désormais l'étape de remplissage du formulaire. « Ce n'est pas que les gens ne postulent pas surtout les Togolais ; mais c'est parce qu'ils échouent quelque part et qu'il leur faut un guide. Humblement, j'ai voulu contribuer à relever ce défi ». « Je souhaite voir plus de Togolais dans les prochaines cohortes », a-t-elle martelé.

« Au Togo, nous avons des jeunes très compétents qui ont les diplômes requis et qui ont une forte capacité de travailler dans ce milieu international mais faute de bonnes informations, ils n'arrivent pas », explique-t-elle aux participants. Et pour réussir, hormis les critères listés plus haut, le postulant doit avoir la volonté de servir vraiment dans un autre Etat.

« Dans mon cas, je fais partie de la neuvième cohorte des jeunes volontaires, je n'ai pas encore entamé ma mission, elle démarre bientôt au Lesotho. Mais avant cela, j'avais eu une petite expérience de 4 mois au sein de l'Union Africaine qui m'a permis de faire quelques missions en Tanzanie et au Congo, d'aller me frotter au travail sur le terrain », déclare Tchonanke Mawussé Gnande. Elle poursuit : grâce à ce programme, « j'ai des contacts partout en Afrique, dans les 55 pays membres de l'UA, qui me permettent d'aller là où il y a le besoin. Spécifiquement, j'évolue dans le domaine du développement des jeunes, je suis à la base formée sur les droits humains ».

Des partages qui suscitent l'envie

« A la suite du partage d'expériences et aussi des informations fournies, je suis très motivé de postuler à ce programme pour aussi contribuer au développement de mon continent. C'est une expérience très enrichissante sur le plan international parce que non seulement nous tissons de nouvelles relations mais aussi nous contribuons à l'atteinte des objectifs 2063 de l'Union Africaine », a confié Kassi Brou Grégoire, étudiant. Il informe avoir une fois rempli le formulaire mais non convenablement. « Je m'en veux, mais cette séance a éclairé ma lanterne et prochainement je ne commettrai plus ces petites erreurs, préjudiciables pour moi-même. Je vais le refaire et refaire toujours et bien pour être sélectionné à ce programme », a-t-il déclaré. Railla, titulaire d'une licence, pour sa part, a déjà levé l'option. « Elle est décidée à postuler en mettant en pratique les astuces apprises lors de la séance ».

« Qui ne tente rien n'a rien ... Cette séance m'a permis de comprendre les fondements du volontariat et a dissipé mes inquiétudes », a-t-il souligné. Alexandre Akla, jeune responsable d'association, a découvert le programme très récemment mais se dit « chanceux » parce qu'il se prépare justement à postuler. «Il entend sensibiliser les membres de son association sur le programme et les inciter aussi à faire acte de candidature ». « Je suis tenté de postuler même s'il y a des critères que je ne remplis pas actuellement mais je vais oser », a-t-il lancé. Enfin Akoua, jeune femme émergente, souligne avoir appris à travers cette séance de nouvelle choses sur l'engagement communautaire, le patriotisme. « Déjà, j'ai compris qu'avec un niveau licence, je peux postuler, c'est un programme qui dure 12 mois et j'ai la possibilité de renouveler mon engagement, d'avoir des jobs temporaires. Le plus important que j'ai retenu des explications, c'est le dynamisme qu'on recherche et je pense que je vais être encore plus dynamique et j'espère postuler pour la 11e cohorte », a-t-elle martelé.

En clair, cette séance a permis de lever des équivoques et d'éclairer la lanterne des jeunes qui s'inscrivent depuis des années à ce programme afin qu'ils le fassent bien dorénavant. C'est un pari gagné par les organisateurs de la séance de formation, en partenariat avec votre journal.

GESTION DES MARCHES A LOME :

La sous-location, une mauvaise pratique!

Charles KOLOU

Nombreux sont ces commerçants et commerçantes installés dans les marchés de la commune de Lomé victimes d'une pratique qui frise à la limite, de l'escroquerie. Il s'agit de la sous-location, une vieille pratique entretenue par les anciens occupants des places et boutiques. Ces derniers s'érigeant en propriétaires louent les places et boutiques, propriétés de l'EPAM, structure chargée de la gestion des Marchés de la ville de Lomé à des montants exorbitants. Cette pratique qui se fait dans l'ombre viole la procédure d'attribution des places et boutiques et va à l'encontre de la politique sociale de l'EPAM. Dans la trentaine de marchés dont dispose l'EPAM, ne doit occuper ou s'installer que la personne qui aura introduit une demande d'autorisation et signé un contrat de location ou d'occupation et les prix des droits de places sont connus et se fixent en fonction de la dimension de l'espace occupé ou de la boutique.

Ainsi au marché d'Adawlato, les occupants payent 3500 FCFA, à Attikpodzi entre 2500 et 3000 FCFA. Au marché de Kégué, ces prix varient de 2500 F à 5000 FCFA par mois selon l'espace occupé, et à Agbadahonou de 1000 F à 3000 FCFA. A Hédzanawé, les frais de location des espaces sont fixés entre 2250 et 3500 FCFA.
Construits par l'Etat avec l'appui des partenaires techniques et financiers, ces marchés sont mis à la disposition de l'EPAM.

Façade d'une boutique à Atikpodzi

Sous-location : une escroquerie ?

La sous-location semble s'ériger dans les marchés de l'EPAM en une pratique normale. Un tour dans les marchés d'Attikpodzi, Adawlato, de Hédzranawé, de Totsi et des entretiens que nous avons eus nous renseignent davantage sur l'ampleur du phénomène. Cependant par peur de représailles (nous sommes en Afrique) ou de perte de places ou de boutiques, les commerçants et commerçantes victimes de cette pratique déloyale n'ont pas voulu se confier à nous, ceux qui ont accepté l'ont fait sous le sceau de l'anonymat. Ce phénomène semble s'étendre à presque tous les marchés de la commune de Lomé, et prend la forme d'une escroquerie à l'analyse des témoignages.

Relativement aux droits de places, au marché d'Adawlato par exemple, les places qui sont à 3500 sont sous-loués à 10 500 FCFA avec un ou deux ans d'avance.
Concernant les prix de location des boutiques, les « pseudo-propriétaires » se sucrent allègrement sur le dos des commerçants et commerçantes qui démènent malgré la mévente pour leur verser à chaque fin des mois des tarifs hors du commun.

Par exemple au marché d'Attikpodzi, pour une boutique à 21 000, montant fixé par l'Epam, un «pseudo-propriétaire » perçoit la somme de 91 000 F CFA soit une différence de 70 000 empoché injustement par un individu au détriment de l'Epam.
« Nous avons peur de dénoncer cela, et aussi c'est très récemment que nous avons compris la pratique et découvert que les personnes qui nous ont loué les places ne sont pas les vrais propriétaires. Depuis que l'EPAM nous a sensibilisés, nous ne payons plus doublement mais nous sommes menacés. J'ai même une convocation d'un huissier que j'ai transmise à l'EPAM qui m'a rassuré de ne pas céder les lieux », confie Mogan Yaovi, installé dans l'une des boutiques au marché d'Attikpodzi qui payait avant 2019 un total de 100 000 FCFA, soit 70 000 au « propriétaire » et seulement 30 000 FCFA à l'EPAM.

Certains de ces propriétaires auto-proclamés tentent même de vendre leur espace occupé ou boutique dans les marchés. « Je voulais louer une boutique et le propriétaire qui était mon interlocuteur m'a proposé un contrat de vente que j'ai refusé car sachant qu'un marché est une propriété de l'Etat », confie Mme Rose qui reconnait avoir été prudente de se rapprocher de l'EPAM.

Un manque à gagner pour l'EPAM

La pratique de la sous-location qui se généralise dans les marchés de la commune de Lomé, constitue un manque à gagner. Obligés de verser plus du double des taxes normales fixées, les commerçants confient ne pas parvenir à payer à temps ou normalement à l'EPAM leurs redevances surtout quand les recettes ne sont pas conséquentes. Situation confirmée par les agents de l'EPAM rencontrés dans les marchés visités.
De plus, le critère social sur la base duquel l'EPAM a fixé les prix des places et boutiques dans les marchés est ainsi remis en cause par des citoyens qui ne veulent qu'un gain facile.

« La sous-location est une pratique que nous combattons à l'EPAM car elle remet en cause nos efforts de fixer des prix de location à la portée de tous car la construction des marchés est à caractère social. C'est d'ailleurs de mauvaise foi que certains concitoyens entretiennent cette pratique car le fait d'occuper en premier l'espace de vente dans le marché ne fait pas d'eux des propriétaires. Les espaces de vente appartiennent à l'EPAM et ne peuvent être cédés ni vendus par un occupant qui décide de ne plus les exploiter. Ce dernier devrait obligatoirement informer nos services », confie-t-on à la direction de l'EPAM.

C'est face à cette situation qui va à l'encontre de la politique sociale du gouvernement et sape les efforts de l'administration de l'Epam de mettre à disposition de ses partenaires des infrastructures marchandes et de qualité que la nouvelle directrice générale, Mme Somialo Potcholi-Kadja, a initié depuis son arrivée en février 2018, des campagnes de sensibilisation et d'information qui se poursuivent dans les marchés.

Ces initiatives visent un double objectif, d'une part, inviter les commerçants et commerçantes à s'adresser directement à l'Epam pour tout problème de places et boutiques et d'autre part parvenir à éradiquer ce phénomène qui cause d'énormes préjudices aux commerçants et à l'Epam.Dans cette dynamique, les sous-locataires ont été invités à n'avoir pour interlocuteur que l'Epam en venant satisfaire aux conditions d'autorisation d'installation ou d'attribution des places et boutiques.

« Les prix des droits de place et boutiques dans les marchés sont harmonisés et uniformisés et ne sauraient faire l'objet de spéculation ou de marchandage, nous en appelons à la vigilance de nos partenaires commerçantes et commerçants », indique un haut responsable de l'Epam contacté.

Zoom sur l'EPAM

L'Etablissement Public d'Administration des Marchés (EPAM) est créé par arrêté municipale le 28 mai 1998. Succédant à l'ancienne « Régie Municipale des Marchés », l'EPAM a pour mission l'exploitation et la gestion des marchés de la ville de Lomé.
Cette structure a aussi pour mission la mise à disposition des commerçants des équipements marchands dans les marchés de la ville de Lomé, l'aménagement des lieux d'échanges et d'activités commerciales, etc. en assurant au niveau des bâtiments, des hangars, des boutiques, des éventaires et des simples places de vente.
L'EPAM a aussi pour tâche de gérer l'ensemble des activités constituantes du service public dans les limites des marchés ainsi que dans les zones d'influence de ceux-ci ; et mettre en place une concertation partenariale avec les différentes associations constituées des commerçants.
Ainsi, l'attribution des places marchandes, l'entretien des marchés, la sécurité dans les marchés, la fixation des taux des taxes et la collecte relèvent de la compétence de l'EPAM.
Jouissant d'une autonomie financière et de la personnalité morale, l'Epam est dirigé depuis février 2018 par le Commissaire principal de police ci-dessus dénommé. La direction est représentée dans chaque marché par un responsable de marché qui sous son autorité des agents percepteurs de taxe connus sous le nom de collecteurs et de vigiles chargés de la sécurité des personnes et des biens.

Ce qu'il faut savoir au sujet de l'épilepsie

Nana GARBA
Stagiaire

En circulation, en sommeil, même assis sans mouvement, il arrive qu'on ait des crises souvent accompagnées de mouvements saccadés ou des convulsions. C'est la maladie d'épilepsie. Cette maladie très courante, est encore mal connue dans nos pays. Avec le professeur Mofou BELLO, chef division de la surveillance des Maladies Non Transmissibles au ministère de la santé et de l'hygiène publique du Togo, nous allons essayer de donner quelques détails sur ces crises dangereuses.

L'épilepsie est une maladie neurologique (en relation avec l'électricité qui est normalement produite dans le cerveau) qui peut se manifester par la survenue de troubles moteurs ou sensoriels, une perte de connaissance et des convulsions si la crise est violente. Elle peut concerner toutes les tranches d'âge mais le plus souvent elle touche les enfants, les adolescents et les personnes âgées à des degrés divers.

Scientifiquement selon le professeur Mofou BELLO, l'épilepsie est une maladie neurologique qui se caractérise par un fonctionnement anormal de l'activité du cerveau. Elle se traduit par la répétition de crises imprévisibles et souvent très brèves. Ces crises peuvent prendre différentes formes et varier en intensité. Ainsi, il serait plus correct de parler «d'épilepsies» plutôt que de «l'épilepsie». « Ces crises d'épilepsies résultent d'une activité excessive d'un groupe plus ou moins important de cellules nerveuses cérébrales, provoquant l'équivalent d'un court-circuit entre les cellules conductrices du courant produit par le cerveau » renchérit-t-il.

Il faut noter qu'il existe trois catégories de crises d'épilepsie que sont : les épilepsies secondaires ou sympathiques, liées à une lésion cérébrale, celles idiopathiques et celles cryptogénétiques.
Comment les reconnaitre alors?

Quels en sont les symptômes ?

« La plupart du temps, les gens résument l'épilepsie à l'une de ses manifestations la plus spectaculaire, appelée crise tonico-clonique et qui pourrait se traduire par des convulsions », explique notre spécialiste.
En effet, la manifestation la plus visible de l'épilepsie est la crise qui peut varier en intensité et en fréquence. En outre, les crises, qui ne se traduisent pas toutes par une perte de connaissance brutale, peuvent prendre différentes formes. Ainsi, il existe une variété de symptômes que sont :

- des absences durant lesquelles la personne, qui semble coupée du monde, perd le contact avec son entourage pendant quelques secondes. C'est un signe qui touche essentiellement les enfants ;
- des mouvements anormaux comme des mâchonnements, rotation de la tête et des yeux... ;
- des contractions musculaires involontaires ;
- des hallucinations sensorielles, auditives, visuelles ;
- des convulsions lors d'une crise dite «tonico-clonique», où le patient perd connaissance et convulse.

Toutes ces crises et absences ont des conséquences très graves sur la personne humaine.

En effet, selon le prof BELLO, les crises d'épilepsies très longues ou très rapprochées peuvent provoquer des lésions neurologiques et mettre en jeu le pronostic vital. Le plus grand risque des crises est de provoquer un accident comme la noyade, la chute, l'électrocution.... L'épilepsie est également une maladie qui peut avoir des conséquences négatives sur la qualité de vie des patients,

Un épileptique en crise

difficultés de scolarité, loisirs perturbés, métiers interdits... et causer une dépression. Dans ce cas, la personne épileptique peut nécessiter une prise en charge par un soutien psychologique organisé
Compte tenu de ses manifestations l'on pourrait croire que cette maladie est transmissible. Mais ceci n'est pas le cas.

« L'épilepsie n'est pas contagieuse. C'est une maladie non transmissible. La bave ou les urines émises par les personnes épileptiques pendant ou après les crises ne contiennent aucun agent contaminant » affirme le professeur. « En outre, cette maladie n'est pas due à un mauvais sort selon l'entendement traditionnel », ajoute-t-il.

Mais que faire en cas de crise d'épilepsie ?

Les crises peuvent être impressionnantes pour les témoins. « Si la crise s'accompagne de convulsions, il est recommandé de garder son calme et d'effectuer certains gestes », nous dit le docteur BELLO. Ainsi selon lui, en cas de crise, il faut tout d'abord allonger la personne et la placer en position latérale de sécurité dès que possible ; ensuite protéger la tête de la personne en crise contre d'éventuelles blessures ; ne pas empêcher ses mouvements ; ne rien mettre dans sa bouche. Et enfin, rester avec la personne jusqu'à la fin de la crise et la réconforter.
Il est nécessaire d'appeler les secours si les crises se succèdent et si la personne a des difficultés à respirer.
Au-delà de ces gestes qui sauvent, il y a un traitement adéquat pour les épilepsies.

Quel est le traitement ?

Les traitements des épilepsies sont la plupart du temps médicamenteux.
« Dans 70 à 80% des cas, des médicaments antiépileptiques permettent d'éliminer ou de réduire la fréquence des crises. Pour être efficace, la prise doit être quotidienne et régulière.

Un cinquième environ des épilepsies résiste toutefois aux médicaments. Une opération chirurgicale peut alors être envisagée. Enfin, dans certains cas très particuliers, l'épilepsie peut être définitivement guérie en éliminant sa cause, quand il s'agit d'une lésion, tumeur ou malformation par exemple », affirme le chef division de la surveillance des Maladies Non Transmissibles.

Ainsi, pour en finir avec cette maladie, les agents médicaux tels les infirmiers, les sages-femmes, les assistants médicaux et les médecins sont capables de soigner les épilepsies au Togo.
Du Centre Médico-Social (CMS) aux hôpitaux, on peut soigner les épileptiques sur l'ensemble du territoire togolais.

« A part le traitement de la médecine, les pasteurs, les tradi-thérapeutes, les herboristes peuvent prendre en compte le volet culturel de la maladie en parfaite harmonie avec les soignants », souligne le professeur. Toutefois, il est à rappeler qu'un pasteur ou un herboriste n'est pas capable de prendre en charge tout seul un épileptique. Et donc les parents doivent comprendre qu'il faut se rendre directement à l'hôpital en cas d'épilepsie.

Mais, il est toujours recommandé de privilégier la prévention, pour donc éviter la maladie d'épilepsie. De fait, si chacun peut faire en un moment de sa vie, de la naissance à la vieillesse une épilepsie, tout le monde peut aussi l'éviter.

Pour ce faire, l'on devra se mettre à l'abri des différents facteurs de risques des AVC tels le « HTA, le diabète, l'obésité, la sédentarité, etc., des méningites, des traumatismes crâniens, de la consommation de drogues et d'alcool qui peuvent exposer des personnes à une épilepsie », conseille le professeur Mofou BELLO.

ECO/SOCIAL: JEUNESSE, TIENS, HELPING HANDS INTERNATIONAL :

(Suite de la page 4)

Le réseau est, dit-on, basé sur des mains qui s'entraident. L'ancrage social et humanitaire semble une de ses caractéristiques essentielles.
Au-delà, c'est une organisation qui revendique un plan d'épanouissement de ses membres. C'est « le plan B parfait », claironne-t-on. L'immeuble de l'ancienne pharmacie « Lumen » à Casablanca a cédé place à une organisation de marketing dénommée « Tiens ». Des foules se massent devant le siège. Semble-t-il que les jeunes y ont flairé la bonne affaire. Toujours à Casablanca, l'immeuble de Forever Living Product (FLP, une des plus anciennes compagnies du MLM) est quasiment en face de la station-service MRS.
Au Togo, le marketing de réseau bouleverse les codes traditionnels.
Les jeunes, pour la plupart, y croient. Peut-être trop naïvement. Il y a un an et demi, une polémique, très vite étouffée, avait épinglé la société QNET comme étant au cœur d'un vaste réseau d'escroquerie sur des jeunes togolais pris au piège en Côte d'Ivoire. Suite à une enquête d'un média de la place.

En mai 2017, le directeur de la société Top Potentiel International Sébastien Kossi Kpago et son épouse Désirée Solange Mappe Tagatio, directrice administrative et financière ont été écroués pour escroquerie, abus de confiance et groupement de malfaiteurs suite à des plaintes les visant. Montant estimatif du préjudice : 88 243 400 FCFA. Le système de marketing de réseau qu'ils ont mis en place et basé sur la distribution des produits Stemtech a eu du plomb dans l'aile. Dans l'un ou l'autre cas, les structures vendent des produits pour leur permettre de tourner. Quelque chose n'a donc pas marché.

Et en dehors des promoteurs qui gardent bien le secret pour amasser le plus possible avant la fin de l'aventure, nul ne saurait prédire à qui le tour. Dans la plupart de ces organisations, tout semble parfait... jusqu'au jour où tout s'écroule. Comme un château de cartes, à la surprise générale.

ALLERGIES :
Les bons gestes

Une allergie est toujours très pénible, surtout quand on ne connait pas vraiment la cause, ou facteur allergène. Quelles sont les bonnes pratiques pour les personnes qui se savent allergiques ? Quels aliments privilégier ? On vous guide.

Qu'est ce qu'une allergie ?

Une allergie est une réaction anormale et excessive du système immunitaire générée par un contact avec une substance généralement étrangère à l'organisme. Anormale et excessive car effectivement l'allergène en question n'est pas nocif en soi, c'est le corps qui « l'étiquette » : Danger. Il s'agit donc d'une hypersensibilité d'un organisme donné à un élément donné de son environnement. D'où le rôle important du stress qui va aider à déclencher des réactions allergiques. Si vous avez une visite d'une personne que vous n'aimez pas et qu'elle ramène son chien, vous avez d'autant plus de chance de commencer à tousser...à cause des poils du chien.

Le médecin ne peut pas grand-chose à vrai dire, il va prescrire des anti-histaminiques pour bloquer la fabrication d'histamine et donc lutter contre la fatigue, des décongestionnants pour les nez aussi, et si le cas est plus grave il passera aux corticostéroïdes dont les effets indésirables ne sont pas négligeables...Il y a autrement le traitement de désensibilisation qui consiste à injecter une dose infiniment petite de l'allergène (pendant quelques mois à quelques années) afin d'y habituer le corps pour qu'il ne s'emballe plus et ne mette plus en place toute la cascade de défense immunitaire contre cet allergène.

Pourquoi c'est fatiguant ?

Quand on développe une allergie contre un facteur donné le premier symptôme est celui de la fatigue. Une fatigue exceptionnelle qui surgit rapidement et qui peut nous coller au lit en pleine journée. Normal, le corps est parti en guerre. Vous devez économisez l'énergie.

La fatigue s'accompagne d'autres signes selon les réponses du corps : toux, picotements aux yeux, irritation de la peau, etc. Tous ces symptômes ne sont pas à prendre à la légère, une allergie peut être mortelle (cas du choc anaphylactique), elle peut aussi survenir soudainement en réaction à du chocolat par exemple, alors que l'on a consommé toute sa vie du chocolat. Eh oui c'est compliqué ! Le corps a sa logique que notre raison ne comprend pas toujours. Raison de plus pour le ménager et l'écouter en permanence.

Quels aliments privilégier ?

Les aliments à privilégier en cas d'allergie sont les aliments qui peuvent soulager les différents symptômes, c'est-à-dire des aliments anti-fatigue, des aliments décongestionnants pour le nez et les voies respiratoires, etc. fruits et légumes crus pour les vitamines notamment C. Oignon pour dégager les voies respiratoires. Et pas de plats préparés ou trop cuisinés, car ils consomment beaucoup d'énergie.

Le plus Santé Naturelle

Si vous souffrez en ce moment d'une quelconque allergie, faites cet exercice de visualisation en conscience pour débloquer la défense immunitaire de votre corps et faire en sorte qu'il ne s'emballe plus contre ce soi-disant allergène. La visualisation en conscience est une technique qui permet de synchroniser corps et esprit et de modeler ainsi le comportement du corps.

Fermez les yeux et imaginez votre corps de l'intérieur. Imaginez vos veines, votre lymphe. Imaginez les bataillons de leucocytes qui partent en guerre contre un allergène. Parlez-leur. Parlez-leur mentalement, dites leur que ce n'est pas grave, ce n'est pas la peine de faire cette guerre. Tout va bien. Il n'y pas de quoi s'emballer.

Diffusez avec amour des messages mentaux de paix à tous ces petits soldats, et aux milliers d'agents qui les supportent dans le corps, enzymes, hormones, etc. Dites leur que vous souffrez, et que tout va bien, ce n'est pas la peine de faire cette guerre.

Source: santenaturellemag.com

ECO/SOCIAL

JEUNESSE, TIENS, HELPING HANDS INTERNATIONAL :

www.economiesafricainesmagazine.fr – N°7 – Mai 2019

Économies AFRICAINES

Le magazine des Investisseurs et des Décideurs

Entretien

Jean-Marie Ackah, président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire

édition

CÔTE D'IVOIRE

TOURISME
Une floraison de grandes enseignes hôtelières

MACROÉCONOMIE
Une croissance toujours robuste

INFRASTRUCTURES
Un ambitieux programme

TRANSPORT
La modernisation à grande vitesse

POLITIQUE
2020, année électorale : incertitudes sur l'investissement

VERS UNE ÉCONOMIE PLUS VERTUEUSE ?

À PARTIR DU 31 MAI
DANS VOS KIOSQUES

LE BROMATE, UN TUEUR LENT DANS LE PAIN :

Bientôt les boulangers récidivistes dans l'œil du cyclone!

Charles KOLOU

Une alerte de l'Organisation pour l'Alimentation et le Développement Local (OADEL) en fin du mois de mai dernier sur les effets nocifs sur la santé du bromate, un produit chimique utilisé dans la fabrication du pain au Togo a semé de la panique chez les consommateurs.

Faut-il toujours consommer du pain ? Pourquoi bannir le bromate ? Existe-t-il des produits de substitution ?

Le bromate : un produit dangereux utilisé par 90 % de boulangers

Produit chimique, le bromate de potassium est classé comme une substance cancérigène et toxique. Son utilisation peut « causer des douleurs abdominales, de la diarrhée, des nausées, des vomissements, de l'insuffisance rénale, de la surdité, des vertiges et une hypotension, ou encore abîmer les reins », selon plusieurs études.
Des expériences ont montré de même que les effets du bromate ont été constatés sur le système immunitaire et la reproduction.
A cause des dommages qu'il produit également dans le système nerveux et des reins, le bromate est interdit dans les pays de l'Union Européenne (UE) depuis les années 1990 et plus récemment dans les années 2 000 par les pays frontaliers du Togo et même au Nigéria. Aux USA, son usage est déconseillé aux boulangers et pâtissiers. De fait, sa dangerosité existe comme tout produit chimique dans le dosage.

« Lorsqu'on utilise au-delà de 10 microgrammes de bromate par kilogramme de pain, cela sous-entend que les effets qui seront observés sur la santé seront nocifs. Or nous constatons que la dose utilisée le plus souvent dépasse cette norme », explique Kwoami Dovi, chef division du Contrôle et de l'Inspection sanitaire au ministère de la santé.
Malgré ces risques sur la santé, 90 % de boulangers selon une enquête d'OADEL utilisent le bromate dans la fabrication du pain pour mieux lever la farine et rendre la cuisson plus rapide.

« Les boulangers utilisent le bromate à cause de ces performances sur la qualité organoleptiques du pain. Lorsqu'on l'utilise dans la panification, cela améliore la présentation du pain en termes de volume et de couleur. Le bromate donne un goût croustillant », explique Kwoami Dovi.

Au-delà de ses atouts qui permettent aux boulangers de mieux vendre, l'usage du bromate est aussi favorisé par son prix très bas sur le marché.
« Aujourd'hui, les gens continuent d'utiliser le bromate, à cause non seulement de ses performances mais aussi de son coût. Une boîte de bromate qui était vendu à 400 000 il y a des années est accessible à 4000 FCFA. Avec une boite de 250 comprimés, les boulangers peuvent lever plus de 7 00 sacs de farine de blé », explique M. Dovi qui confirme que leurs enquêtes ont permis de se mettre à l'évidence que « nombreux sont les boulangers qui connaissent l'impactent du bromate sur la santé mais continuent par le faire pour des visés mercantilistes ».

La stratégie «bouclier, coup de poing» pour protéger le consommateur

Le Togo ne fera pas l'exception ! La polémique suscitée par la sortie de l'AODEL aurait fait précipiter des choses au ministère de la santé, où l'on s'inquiète de la santé du consommateur.

L'on annonce l'adoption d'une stratégie dénommée «stratégie bouclier, coup de poing » pour un suivi rapproché des boulangeries et l'interdiction du bromate.
Dans une première étape, cette stratégie permettra d'interdire l'entrée sur le territoire togolais des produits de bromates. Pour y parvenir un arrêté interministériel portant interdiction d'importation, de commercialisation et d'utilisation des améliorants de bromate est déjà rédigé et mis dans le circuit de signature. Le ministère de la santé rassure de son officialisation dans les prochains jours pour rassurer la population.

Déjà des réactifs devant permettre de procéder à des tests et de détecter l'utilisation des améliorants de bromate ou du bromate pur par les boulangers sont déjà commandés par le ministère de la santé. Ces tests seront faits sur les marchés pour le contrôle de présences de ces produits dérivés du bromate.
La deuxième action de la stratégie «bouclier-coup de poing» consistera à un suivi plus rapproché des boulangeries. De fait, le ministère de la santé annonce l'instauration des contrôles permanents de bonnes pratiques de préparation puis des bonnes pratiques d'hygiène.
« De par le passé, les boulangeries ne bénéficiaient pas d'un suivi de la part du ministère de la santé mais avec l'utilisation des produits nocifs pour la santé, nous voulons développer cette stratégie de suivi-rapproché. Les pâtisseries et boulangeries feront dorénavant l'objet d'une certification sur la base du respect des bonnes pratiques de préparation d'hygiène chaque 6 mois », annonce-t-on au ministère de la santé.

Ainsi, les boulangers qui pour des fins mercantilistes utiliseront du bromate ou ses dérivés seront punis en application de l'article 147 du code de la santé qui «interdit la production, l'importation, la détention, la vente, la cession à titre gracieux de produits alimentaires malsains, périmés ou avariés».

Des baguettes de pain

Des solutions alternatives

L'usage du bromate dans la fabrication du pain au Togo peut relever d'une mauvaise conscience des boulangers qui ne visent qu'un maximum de bénéfices.
De fait, des produits de substitution au bromate testés par des structures compétentes, existent bel et bien à leur connaissance sur le marché.
Les boulangers ont de même le choix de recourir à des enzymes et à la vitamine C (acide ascorbique) certifié dont l'usage dans la fabrication du pain n'a pas d'impact négatif sur la santé de l'homme. « En matière de boulangerie, il suffit d'avoir une levure bien active, avoir une farine de blé de bonne qualité et disposez une chambre de lever avec les températures requises vous avez votre pâte qui se lève normalement avec des effets escomptés sans avoir besoin de recourir à un améliorant pour soutenir la structure de la pâte et qui auront à l'avenir des effets regrettables sur la santé », explique M. Aziato, nutritionniste à l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA). Comme substituant, il y a, confie M. Aziato du « sweet bread », importé, contrôlé par l'ITRA avec des résultats probants et recommandé aux boulangers.

De plus, une initiative présidentielle pour la promotion de la filière du manioc au Togo a permis de former les boulangers sur des méthodes de fabrication du pain sans le bromate ni l'utilisation des produits chimiques. L'accent a été aussi mis sur l'effet des améliorants sur la santé à travers des sensibilisations.

DOSSIER/LE SCOUTISME :

(Suite de la page 3)

Le scout se veut altruiste que ce soit au travers des bonnes actions ou au travers d'actes du quotidien. Ainsi, nombreuses sont les unités qui ont des projets solidaires, que cela soit à la hauteur du quartier ou au travers de projets humanitaires.

Le sens de l'engagement, celui de la responsabilité, l'ouverture et la solidarité sont des valeurs fondamentales du mouvement scout, que l'on retrouve dans l'ensemble des activités auxquelles prennent part enfants, adolescents et adultes. L'objectif ultime étant de favoriser le développement et l'épanouissement de l'individu.
•L'Intégrité : faire preuve de confiance, d'éthique, de transparence et de respect. Le scoutisme sous-tend un principe de responsabilité.
Cette pédagogie se veut une forme d'auto-éducation des enfants et des jeunes au sein de groupes, encadrés par des pairs aînés ou des adultes.
Elle couvre la dimension physique et la personnalité, mais touche également la relation aux autres et la spiritualité.
Toutefois, le mouvement scout ne prétend pas être le seul à contribuer au développement de l'individu, mais se pose plutôt comme un complément d'éducation, aux côtés de la famille et de l'école.

Malgré ces actions, ces dernières années, reconnait le Commissaire général de l'AST, le scoutisme connaît une baisse des effectifs, surtout les jeunes qui intègrent de moins en moins le mouvement.
C'est pourquoi, souligne-t-il, dans un axe du Plan Stratégique de Développement du Scoutisme pour la période 2019-2023, l'accent est mis sur un programme attrayant à travers l'accompagnement qualitatif des jeunes. Ceci passe selon le Commissaire général, par les priorités d'actions suivantes :
-la révision du programme de jeunes selon les branches et en conformité avec les besoins des jeunes en intégrant le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) ;
-l'organisation des ateliers de formation à l'intention des jeunes sur les possibilités d'apprentissage sur la protection de l'environnement et la durabilité grâce à l'utilisation des ressources éducatives de l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout ;
-l'amélioration de l'aspect de développement spirituel du programme des jeunes, la conception des programmes de formation à l'insertion des jeunes en fonction de leurs besoins et de leurs aspirations -l'élaboration des supports pédagogiques ...

KALK3D INDUSTRIES :

La start-up qui imprime vos objets personnalisés en 3d

Charles KOLOU

Le Togo peut aussi se valoir dans le concert des nations en phase avec ce que l'on appelle « nouvelle révolution » impulsée par l'impression 3D. Le porte-flambeau serait sans doute la start-up kalk3D qui depuis 3 années s'illustre progressivement dans l'impression des biens personnalisés, dans le prototypage et le développement des imprimantes 3D.

Installée à Lomé à l'idée du jeune Edem Kader Kouashi Kougnigan, la start-up « KALK3D Industries » a l'ingéniosité de création des objets en différents thermoplastiques à usage durable à coût réduit et de qualité concurrentielle avec les produits fabriqués en Occident.

Ces objets à l'exemple des boitiers d'appareil électroniques, pièces mécaniques, porte-clés, gadgets, bijoux et autres peuvent d'ailleurs être à la demande du client, personnalisés et livrés dans un délai raisonnable. « Avec nos services ouverts 24h sur 24 et même via notre site internet (www.kalk3d.com), vous pouvez commander tous les produits à votre design et nous vous offrons nos services. Nous offrons aussi des solutions aux jeunes entrepreneurs pour leurs permettre de rendre attractifs leurs produits sur le marché », confie le CEO de KALK3D Edem Kougnigan.

Edem Kader Kouashi Kougnigan présentant son imprimante 3D

KALK3D Industries propose aussi à moindre coût des prothèses 3D très adaptées à la morphologie de toute personne handicapé. Au-delà l'entreprise produit entre autres des maquettes 3D pour l'architecture et les domaines du bâtiment. Donnant déjà satisfaction à ceux qui lui font confiance, par les services de son entreprise, Edem Kougnigan dit offrir plusieurs solutions dans l'impression 3D et besoin n'est plus de dépenser de trop en voulant commander la fabrication de ces objets à l'extérieur notamment la Chine.

« Nous avons la capacité d'adapter nos machines à tous les objets pour de faibles quantités de commande même pour une seule unité, ce qui n'est pas possible s'il faut faire une commande à l'extérieur. D'ailleurs pour une commande dans de grandes entreprises de l'extérieur il faut une commande importante, en plus des tracasseries et des formalités à remplir avec l'envoi d'une maquette à produire préalablement rajouté à la transaction et au transport du produit commandé. C'est ce pourquoi nous recommandons d'ailleurs nos services à nos compatriotes», lance le jeune ingénieur-entrepreneur.

Pour parvenir à cette réduction de prix, la start-up s'emploie à recycler avec des machines qu'elle a elle-même fabriquées, les plastiques courant pour en faire une matière première pour ses imprimantes.

Des surprises à venir avec la startup KALK3D Industries

« Vous serez surpris ! » lançait Edem quand nous l'avons rencontré dans les couloirs de « Sokodé-Tech Expo », un salon d'exposition destiné aux innovations, il y a quelques jours pour parachever ses projets d'avenir.

Ayant adopté une politique de montage personnel de ses machines et imprimantes de travail avec des matériels qu'il importe en partie pour compléter ceux qu'il produit lui-même, le jeune entrepreneur annonce la mise en place dans les prochains jours d'une imprimante de grand volume capable de produire des bien personnalisés d'une taille d'un (1) mètre carré.

Aussi, confiait-il, « la KALK3D travaille déjà à résoudre sur place le problème d'importation des pièces de véhicules et moto. Celle-ci démarrera bientôt l'impression des matériaux métalliques ». Ingénieur Génie civil de profession, Edem Kougnigan après des essais déjà positifs va par ailleurs lancer d'ici peu, une machine qui permettra de faire de « l'impression béton ». Une innovation qui sera selon lui une première en Afrique. Son challenge est de parvenir à la construction des bâtiments à coût réduit comme cela se fait déjà en Europe, Chine et aux Etats Unis.

«4è lac, un ouvrage en danger ? » de Charles Djadé de Focus Infos, sacré meilleur article Presse écrite en 2019

KSA

Charles Djadé, journaliste au bimensuel togolais d'informations et d'analyses Focus Infos a décroché le 1er prix dans la catégorie Presse Ecrite pour sa production intitulée : « 4è lac, un ouvrage en danger ? » lors de la cérémonie de proclamation des résultats de la 2è édition des Lauriers du Journalisme d'Impact à Lomé, le 25 mai dernier.

L'auteur de l'article primé, tout en reconnaissant l'utilité publique de l'ouvrage réalisé au quartier Akodessewa, côté ouest du carrefour dit « Zoro Bar » - il a apporté soulagement et espoir à près de 300 000 personnes vivant autour du système lagunaire et qui subissaient les affres des inondations surtout sur la période juin-août -, s'interroge sur la gestion de cet ouvrage, dans l'optique de sa pérennité. Face au constat désolant de déchets plastiques qui se déversent dans le lac et jonchent ses alentours, les caniveaux, il a réalisé un reportage au cours duquel il a interrogé des personnes ressources dont les sentiments ont oscillé entre contentement et inquiétudes.

Remise du prix au premier de la catégorie Presse écrite, Charles Djade (à gauche) de Focus Infos

Cette production s'est adjugé une note cumulée de 66 points sur 100. Elle « respecte assez bien les exigences du genre du reportage avec plusieurs tentatives d'exploration des détails sur le terrain », a commenté un membre du jury.

Elle « manque toutefois d'une véritable incursion au sein des solutions possibles et ne répond pas dans les normes à la question principale « Qui doit s'occuper de la problématique et des externalités ? », a fait observer le jury. Ce prix devrait, entre autres, lui garantir un voyage en France et un stage professionnel au sein de grandes rédactions françaises.

« C'est une joie pour moi, cette récompense. Ce prix vient me confirmer l'adage selon lequel le bon travail paie toujours. Je dis merci à mon Dieu qui m'a donné la chance au cours de ma formation sur le terrain de travailler avec des renommés dont Jean-Paul Agbo, directeur de Focus Infos. A ce dernier je dis merci du fond du cœur car, il m'a poussé par son leadership et son charisme à faire de la qualité », s'est exclamé le journaliste Charles Djade

Le quatrième prix de la catégorie est allé à Albert Agbéko de la même rédaction.

Cette double récompense décernée à Focus Infos dans le Top 5 des meilleurs journalistes togolais Presse écrite et Presse en ligne, traduit de toute évidence et toutes proportions gardées, la qualité et le sérieux du travail journalistique qui s'y effectue.

Organisée par les ambassades des Etats-Unis d'Amérique, de France et le PNUD-Programme des Nations Unies pour le développement au Togo, en collaboration avec l'Institut des Sciences de l'Information, de la Communication et des Arts (ISICA) de l'Université de Lomé, la compétition «Lauriers du Journalisme d'Impact» est destinée, selon ses promoteurs, à récompenser le meilleur travail journalistique au Togo, avec l'espoir qu'il incitera les journalistes à un saut vers la qualité professionnelle et le respect de toutes les normes qu'exige l'exercice du 4e pouvoir.

Le Togo se positionne comme un hub régional des entreprises sociales

Charles DJADE

Lomé a accueilli les 6 et 7 juin, la deuxième conférence internationale sur l'entreprise sociale et la responsabilité sociale des entreprises. 300 participants-décideurs politiques, entrepreneurs, opérateurs économiques, partenaires-, ont exploré pendant deux jours le rôle croissant que les entreprises sociales devront jouer dans la promotion du développement durable et la relance de la croissance économique en Afrique.

La rencontre ponctuée de trois panels et de trois ateliers thématiques a accouché de plusieurs recommandations à l'endroit du gouvernement et des partenaires. Dans une « déclaration » dite de Lomé, les participants ont d'abord félicité le gouvernement « togolais pour la tenue de cette conférence internationale dans un contexte apaisé, constructif et inclusif » et demandé que « l'entreprenariat social et l'Economie sociale et solidaire – ESS-, soient soutenus par la mise en œuvre d'un cadre juridique inclusif co-construit en concertation avec toutes les parties prenantes ».

Les entreprises sociales et entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire telles que définies par la Task Force Inter-Agence des Nations Unies pour l'Economie Sociale et Solidaire (UNTFSSE)1, avec la diversité des formes qu'elles revêtent, constituent le modèle économique du présent et de l'avenir, qui s'impose comme une réponse à un besoin communautaire avec l'intention de générer un impact social et environnemental positif, une structuration démocratique de l'économie, profitant à toutes et tous, et ne laissant personne pour compte. Selon l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Togo, Eric Stromayer, le « modèle de l'entreprise sociale est le modèle du présent » avant d'être celui de l'avenir ». « En 2019, la taille du marché mondial des investissements avec impact a atteint 500 milliards de dollars », a-t-il souligné, expliquant que « les investissements d'impact sont des investissements réalisés dans l'intention de générer un impact social et environnemental positif et mesurable en même temps qu'une mesure financière».

« L'entrepreneuriat social est un modèle qui est en train de bouleverser les paradigmes établis du développement. Le Togo dispose de toutes les ressources pour attirer des investissements d'impact dont les entreprises sociales avec son ambitieux Plan national de développement qui met l'accent sur le renforcement du rôle du secteur privé, du secteur agricole où nous avons du beurre de Karité, du cacao, du café, du coton qui peuvent tous être rapportés selon les principes du commerce équitable, le secteur de l'énergie où il existe d'énormes potentiels pour l'énergie solaire hors réseau, le secteur des technologies de la communication avec une forte croissance dans le Fintech des microcrédits et la banque mobile », a indiqué M. Stromayer.

Le but de la conférence, a-t-il précisé, est d'aligner les politiques, les partenariats afin de réaliser l'objectif de faire du Togo, une plaque tournante pour les entreprises sociales : « C'est un pari et avec vous, je pense que nous allons gagner »

Vue des participants

Pour ce faire, les participants ont demandé la construction conjointe d'une feuille de route pour l'établissement d'un cadre juridique et institutionnel favorable à l'entreprenariat social et l'ESS en plus d'un renforcement de financements, la création de financements innovants et adaptés au développement de l'entreprenariat social et de l'ESS, grâce notamment à des mesures fiscales spécifiques et l'accès à la commande publique.

Tout tant proposant la tenue de la troisième édition de la Conférence Internationale sur les entreprises sociales et la responsabilité sociale des entreprises au Togo en 2020, les participants ont exigé le soutien à la mise en œuvre de structure de diffusion des connaissances et bonnes pratiques sur l'entreprenariat social. La finalité de tout ça, est de faire du pays, un hub régional des entreprises sociales.

CORIS EPARGNE

KID

+ 4,5% D'INTÉRÊT
2,5% DE BONUS SUR INTÉRÊT
2 FOIS L'AN*

DÉPÔT MINIMUM
5 000 FCFA

OFFERT
JUSQU'AU
30 AVRIL 2019

*Offre soumise à conditions

La Banque Autrement
www.corisbank.tg

CORIS BANK INTERNATIONAL

GUIDE PRATIQUE
DES AFFAIRES AU TOGO
OPERATEURS ECONOMIQUES ET INVESTISSEURS

| Editions Lumière Zone CFA 10.000 Fcfa France : 15€

Edition 2019

FOCUS YAKOU COMMUNICATION

EN KIOSQUES